

**Une perspective  
anarchiste  
et antiautoritaire  
sur la situation  
au Vénézuéla**

Collection Agitoprop El Libertario CARACAS, 2007

*Mes informations alternatives sur le Vénézuéla :*

*<http://acultura.org>*

*<http://lalibertaria.blogia.com>*

*<http://www.contrapoder.org.ve>*

*<http://www.derechos.org.ve>*

*<http://www.soberania.org>*

*<http://www.cna.contrapoder.org.ve>*

*<http://www.ovprisiones.org>*

*<http://www.nodo50.org/ellibertario>*

*<http://www.contraculturas.blogspot.com>*

*<http://www.insurgentes.org.ve>*

# Vénézuela

---

## La gauche non chaviste dialogue et réaffirme ses engagements

***Le 5 août dernier, à Caracas des activistes et militants de différents courants et villes du pays participèrent à un « Dialogue ouvert : Gauche non chaviste et révolution », à l'initiative du journal « El Libertario ». Objectif : ouvrir un des espaces pour la reconstruction et la récupération d'un tissu social autonome de base entre les différents mouvements sociaux et populaires, fragmenté par la polarisation politique et coopté et immobilisé par l'actuel Etat vénézuelien.***

Le 5 août dernier, des activistes et militants de différents courants et villes du pays participèrent à un « Dialogue ouvert : Gauche non chaviste et révolution », réalisé à Caracas au siège de l'Organisation Nelson Garridos (ONG) et appelé par le journal « El Libertario » dans le cadre de son numéro 50. Parmi les organisations présentes se trouvèrent : le Groupe de travail « Peuple et Conscience » (Maracay), Groupe Troisième Chemin, Croix noire anarchiste du Vénézuela, le Centre de formation idéologique (Barquisimeto), Groupe Défenseurs du Bolivar (Barcelona), Le Libertaire (Biscucuy) Fondation Jorge Rodriguez (Barquisimeto), Assemblée d'éducation, Connexion socialiste, Centre d'études sociales libertaires et le Vice rectorat académique de l'Université Centrale du Vénézuela (UCV) ; ainsi qu'une série d'individualités impliqués politiquement dans différentes domaines du pays.

L'objectif de l'évènement fut d'ouvrir un des espaces tant nécessaires pour la reconstruction et la récupération d'un tissu social autonome de base entre les différents mouvements sociaux et populaires, fragmenté par la polarisation politique et coopté et immobilisé par l'actuel Etat vénézuelien. Un espace divers et hétérogène des différentes perspectives qui aspirent à la liberté et à la justice sociale et qui s'affrontent à l'autoritarisme. L'agenda de la rencontre fut composée de deux grandes sessions : le matin, destiné à réaliser un diagnostic collectif de la situation du pays et la suivante, réalisée dans l'après midi, pour connaître les différentes opinions sur la façon de configurer une réponse progressiste et révolutionnaire au phénomène chaviste. La méthodologie a exclu les exposés magistraux, permettant la possibilité d'un dialogue fraternel dans des conditions d'égalité des intéressés à travers l'usage de la parole.

# Le Venezuela d'aujourd'hui

Le diagnostic collectif sur la situation du pays caribéen converge sur les points de départ. Au niveau politique, le triomphe électoral du président Chavez par l'intermédiaire de l'échec du système d'alternance connu sous le nom de « *puntofijismo* », inauguré en 1958, a rendu possible la réalisation d'une Constituante sans changements structurels de l'Etat. En échange, celui-ci fut réorganisé en fonction de la nouvelle ère du capitalisme connue sous le nom de « *globalisation économique* », trouvant son origine dans la symbiose entre la démocratie parlementaire et la dictature militaire. Malgré de grandes ressources, l'Etat a été incapable de donner des réponses satisfaisantes aux besoins de la population, imposant une « *paix sociale* » à travers les subsides pétroliers. A rebrousse poil de la diffusion d'une inexistante « *démocratie participative protagoniste* », les politiques sociales ont été décrétées d'en haut, dans le cadre d'une des plus grandes concentrations de pouvoir vues ces dernières décennies et où toute initiative est du ressort exclusif du Premier Mandataire. Il fut reconnu la capacité de mobilisation du président et son charisme, ainsi que l'incarnation à travers sa figure des traditions caudillistes et militaristes présentes dans l'histoire vénézuélienne. De même que la formation d'un système d'information et de propagande gouvernemental et efficace au niveau national et international. La création de différents processus de nature répressive contre les démonstrations de mécontentement populaire et l'acculement des espaces d'indépendance comme l'autonomie universitaire et la liberté syndicale furent évoqués. Différentes interventions réitérèrent leur accord sur la présence d'un « *gouvernement militariste, autocratique, immoral et pétrolier* ».

En matière économique, un accord se dégagait sur le fait que le Venezuela se trouve dans le contexte d'une troisième globalisation, marquée par le flux de capitaux sans territoires et avec des activités qui ne correspondent pas à la production traditionnelle des biens et services. Ce processus se développe dans le cadre d'une crise pétrolière qui se décline à travers trois dimensions : climatique planétaire, de l'être humain et de la crise énergétique. Le pays approfondit son rôle dans la globalisation capitaliste, il a compté avec des ressources énormes produit des cours élevés du pétrole, permettant l'apparition d'une nouvelle élite économique, la « *boliburguesia* » (mot associant « *Bolívar* » et « *bourgeoisie* »). Sous la revendication de « *souveraineté énergétique* » on rencontre un contrôle du pétrole brut par les mafias russes, cubaines et vénézuéliennes, en étroite relation avec le marché global, entrepreneurial et multinational avec une influence des Etats Unis. Pour cela, on forma les entreprises dites « *entreprises mixtes* » qui recouvrent des politiques de rémission. Malgré la manne pétrolière, l'exécutif national maintient la dévaluation de la monnaie, l'endettement du pays motivé par le coût élevé des dépenses publiques, et une politique d'imposition régressive, parmi laquelle l'IVA est un des aspects. Ainsi, les hauts cours pétroliers ont permis une politique clientéliste basée sur des subsides à différentes initiatives sociales, pour renforcer ainsi la légitimité de l'Etat et son modèle de développement, auquel il faut ajouter l'extraction minière.

Sur le terrain social, on a déterminé que ce que l'on appelle le processus « *bolivarien* », au lieu d'être un point de rupture, a renforcé les dispositifs de domination globale : l'individualisme, la dépréciation de « *l'autre* » et de ce qui est différent, la mercantilisation du corps, le machisme, la criminalisation des minorités, le fétichisme de la marchandise et le consumérisme. Depuis 1999, on en est venu à solidifier un système juridique, administratif et militaire, qui a lié les mains au mouvement populaire et invisibilisé la gauche révolutionnaire non alignée avec le gouvernement. Il fut souligné le changement de la signification du langage par le pouvoir et le

vide de sens du mot « révolution ». Le tissu social, comme c'est arrivé dans des périodes antérieures de manne pétrolière, a été pénétré par le clientélisme, à laquelle on soumet l'électoratisation et la militarisation, l'action et la participation populaire en organisant un parti politique (PSUV ) à partir de la formation de « bataillons ». On questionna de façon réitérée les politiques traditionnelles qui, médiatiquement, se présentent comme des porte paroles de « l'opposition » et on constata l'absence d'un discours d'antagonisme au chavisme compréhensible pour le citoyen commun. Malgré ce que la manne pétrolière a permis à la société, les résultats de ce que l'on a appelé les « missions » sont marginales et insatisfaisantes, et n'ont pas contribué à élever la qualité de vie de la population à faibles ressources. Ceci est perçu par les bases du chavisme, qui a montré des signes croissants de mécontentements. Il en est de même pour l'augmentation de l'insécurité, perçue par la population comme un des principaux problèmes de son quotidien.

## Une alternative révolutionnaire à édifier

L'architecture d'un antagonisme de gauche au chavisme fut profilée par abondance d'idées et de propositions, réitérant la nécessité d'accompagner et de renforcer les luttes concrètes et de continuer le travail que chaque initiative développe. On coïncida avec des réponses à caractère collectif, plurielles et diverses. La construction d'un discours et les canaux pour le communiquer, un programme minimum et maximum. La nécessité de reconnaître et de dépasser les erreurs des différentes traditions de gauche et ses mythes (Bolivar, ce que l'on appelle « la révolution cubaine », entre autres), dont le chavisme est un reflet. Complexifier et créer un troisième pôle sur la scène politique, échanger des savoirs et des outils. Utiliser différentes formes de communication. Réaliser une nouvelle rencontre en approfondissant des thèmes et en renforçant des affinités à la mi août, dans la ville de Maracay. Un réseau digital se constitua et différentes publications et films documentaires sur des luttes tant du Venezuela comme du reste du monde furent distribués et s'échangèrent.

*Si vous souhaitez plus d'informations sur cette initiative,  
vous pouvez communiquer par email : [periodicoellibertario@gmail.com](mailto:periodicoellibertario@gmail.com)  
ou consulter le site d'« El Libertario » : <http://www.nodo50.org/ellibertario>*

# Manifeste solidaire avec les anarchistes et les mouvements sociaux du Venezuela

*Au premier trimestre 2007, 23 manifestations populaires furent réprimées par le gouvernement vénézuélien et 99 activistes furent détenus. Ce fait évoque le malaise grandissant ainsi que la criminalisation des revendications sociales dans ce pays latinoaméricain, réalité recouverte par la propagande et la mystification d'un régime qui se valorise comme l'avant garde du «socialisme du XXI siècle», avec l'appui de différents groupements et personnages liés à la gauche autoritaire du monde entier.*

Malgré tout, ceux qui s'intéressent à la situation réelle des opprimés et des exploités au Venezuela connaissent les inconséquences et les contradictions du gouvernement populiste emmené par le militaire Hugo Chavez. Loin d'avancer structurellement vers la réduction des inégalités et le déroulement des possibilités de développement social, le gouvernement régnant à Caracas continue à maintenir une des distributions des richesses les plus injustes du Continent, approfondissant de surcroît le rôle assigné au pays par la globalisation économique comme fournisseur d'énergie au marché mondial, avec les corporations transnationales du pétrole comme associées choyées et bénéficiaires principales de l'action de l'Etat vénézuélien. Après huit années et demi d'un gouvernement comptant sur les plus hauts cours du pétrole, avec une rentrée fiscale la plus élevée de l'histoire nationale, les résultats sociaux des politiques du chavisme sont médiocres, l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie parasitaire des faveurs de l'Etat, la «bourgeoisie bolivarienne», en étant l'aspect le plus remarquable.

Selon des statistiques et des informations gouvernementales récentes, 5 millions de travailleurs -46,5% de la force travailleuse- se maintiennent dans le secteur informel de l'économie, 43 % des travailleurs reçoivent une rémunération inférieure au minimum légalement permis -un peu plus de 200 dollars par mois-, 2 millions et demi de personnes rêvent d'une habitation décente, 18% de la population souffre de dénutrition, le réseau des hopitaux publics présente des carences et des limites de tous types, 90% de la population indigène vit dans des conditions de pauvreté, plus de 400 personnes meurent violemment chaque année dans les prisons et il y a une moyenne mensuelle de 15 personnes tuées par les corps répressifs de l'Etat.

Le gouvernement vénézuélien a maintenu ces cinq dernières années une dispute intra-classe avec certains secteurs traditionnels de la bourgeoisie locale, au moyen d'une forte polarisation politico-électorale qui a permis de diviser, d'immobiliser et de récupérer les mouvements sociaux

du pays. Quiconque critique la corrompue, inefficace et frondeuse bureaucratie officielle est qualifiée de suite comme étant «au service de l'impérialisme» et, sous couvert de «faire face aux pratiques de coups d'état et aux provocations réactionnaires», diverses lois ont été promulguées qui pénalisent avec la plus grande force les actions de rue et les grèves dans les entreprises de base de l'Etat. Ce sont là des pans des mécanismes légaux qui, depuis 2006, ont été utilisés contre les mobilisations populaires qui, en tentant de récupérer leurs propres revendications, manifestent toute les semaines pour le droit à la sécurité personnelle, pour un logement digne, l'emploi et des conditions de travail décentes. La réponse gouvernementale a été des bombes lacrimogènes, du plomb et des détentions.

Devant la polarisation qui trompe et qui est vécue dans le pays, et en particulier en réplique au mandat présidentiel de dissoudre des partis et d'autres groupements pré-existants pour s'affilier au parti unique du chavisme, le PSUV, diverses organisations du Venezuela essaient de construire des espaces d'autonomie pour les mouvements sociaux. Parmi ces organisations, il faut remarquer le travail des compagnons hommes et femmes, anarchistes, qui, à partir de diverses initiatives, comme la publication et la diffusion du journal El Libertario ([www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario)), construisent une alternative éloignée autant de l'opposition socialdémocrate et de droite que du capitalisme de l'Etat bolivarien. Mais cet effort anarchiste pour construire des options et des voies conséquemment autonomes impliquent des risques: le Libertario, par exemple, doit faire face à une campagne systématique de récriminations et est discrédité par des groupements factices payés par l'Etat, ainsi qu'à un harcèlement croissant contre l'activisme antiautoritaire.

Ce présent manifeste veut rappeler aux compagnons et compagnes libertaires du Venezuela, ainsi qu'aux autres organisations sociales autonomes de base dans ce pays, qu'ils peuvent compter avec notre estime, notre appui et notre solidarité. Nos organisations et initiatives anarchistes dénonceront, dans la mesure de leurs possibilités, la démagogie et l'incohérence qui se cachent sous l'alibi de la «révolution bolivarienne», en activant les mécanismes d'appuis nécessaires à chaque attaque gouvernementale contre les aspirations concrètes de justice sociale et de liberté du peuple vénézuélien.

*Internationale des Fédérations Anarchistes*  
*[www.iaf-ifa.org](http://www.iaf-ifa.org) / [secretariat@iaf-ifa.org](mailto:secretariat@iaf-ifa.org)*

# Chavisme et anarchisme aujourd'hui au Venezuela

*Depuis les éditeurs «d'El Libertario», voici notre réponse aux habituels réquisitoires qui nous adressent souvent la droite rustique ou cette gauche pseudo-révolutionnaire du chavisme. Nous devrions/pourrions/aimerions dire plus sur ce thème, mais pour le moment nous condensons et actualisons ici l'essentiel de notre perspective, exprimée avant mais qu'y vaut la peine d'être répété.*

**- Hugo Chavez parle de socialisme, souveraineté populaire, participation. Pourquoi être en désaccords si ceci correspond a l'idéal anarchiste ?**

- Les diatribes de Chavez sont très fournies. Mais lui-même a réitéré qu'il ne fallait pas se fier à ce qu'il faisait ou disait. Ainsi, son «socialisme du XXIème siècle» dans les faits n'a pas dépassé le simple paternalisme et capitalisme d'Etat, avec comme base l'abondance de la rente pétrolière. La souveraineté populaire est la souveraineté d'une élite de militaires, d'entreprises transnationales et de la «bourgeoisie populaire» naissante. Il suffit de voir la récente concession de pouvoirs extraordinaires à la Présidence, ou la façon dont on raille les alliés qui ont exprimé des réserves face à la décision de construire un parti officiel unique, pour avoir une idée de ce que le «Comandante» entend par participation. Dans l'anarchisme, on n'accepte pas de leadership permanent et omnipotent, sinon uniquement ceux qui sont constamment authentifiés par ceux à qui, dans une circonstance particulière, ils représentent et ceci est l'expression de la souveraineté et de la participation, et ce processus ne montre ni d'une manière ou d'une autre que l'on s'éloigne du pouvoir hiérarchique et de l'Etat.

**- L'intention proclamée du gouvernement est de faire une révolution pacifique et démocratique. Pourquoi ne pas attendre que la révolution s'approfondisse pour émettre des jugements sur le processus ?**

- Chavez parle de révolution, mais sa parole n'est pas suffisante pour croire qu'il la fasse et qu'il doive être soutenu. Trop de tyrans et de démagogues sur ce continent ont dit la même chose, sans qu'il y ait des raisons de les soutenir. Dans notre cas, il y a une «révolution» dans le sens que notre mode de vie a été désarticulé dans beaucoup de sens, mais ce que nous voyons de construction ne nous incline pas à le soutenir. Permettre sa consolidation c'est rendre les choses plus difficiles à changer, parce que les changements que les anarchistes proposent vont dans une direction très différente de celle prise par le «processus», qui avec plus de 8 ans à la barre se montre plein d'autoritarisme, bureaucratiquement inefficace, infecté par la corruption de manière structurale, avec des orientations, des personnes, des attitudes que nous ne pouvons pas soutenir.



**- Même si son projet n'est pas libertaire, le chavisme appelle à se confronter à l'oligarchie et à l'impérialisme. Pourquoi ne pas établir des relations stratégiques avec eux et plus tard, une fois détrôné l'oligarchie et l'agression impérialiste, essayer de faire la révolution anarchiste ?**

- Les alliances stratégiques sont un mode d'action politique pour gagner le contrôle de l'Etat par un groupe d'alliés, alors que nous, les anarchistes, cherchons à dissoudre l'Etat grâce à la participation de toutes-tous. L'échec de ce qui s'appelle réaction et oligarchie (sobriquets avec des vues clairement propagandistes) servira uniquement à consolider à l'intérieur du pouvoir ceux qui gagnent, ceux qui nécessairement formeront la nouvelle oligarchie parce que ainsi l'impose la logique étatique, comme il s'est produit en URSS, Chine ou Cuba. Ceci rendra la révolution anarchiste plus difficile et l'Espagne de 1936 fut un bon exemple. Il est aussi inexact d'identifier le projet chaviste comme étant en opposition au coup d'Etat, alors que son but original était de faire un coup d'Etat militaire, et qu'il se targue constamment dans son identification avec le langage et les pratiques de caserne. La lutte contre le gouvernement de la minorité (oligarchie) à l'intérieur des régimes étatiques se réduit à remplacer à quelques-uns par quelques autres. En ce qui concerne le combat contre l'impérialisme, si nous prêtons attention à ce qu'ils proposent et appliquent en matière de pétrole, de minerai, d'agriculture, d'industrie, de plan de travail etc. ils semblent rester les valets de l'Empire et non ses ennemis (Pour plus de détails sur les axes stratégiques face au capital transnational et aux intérêts impérialistes, voir les publications du «El libertario» [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario)- en espagnol).

**- Maintenant, le gouvernement vénézuélien annonce une explosion du pouvoir communal, avec l'implantation massive et sécession de pouvoir aux Conseils Communaux, organisations communautaires et horizontales de participation populaire. Les anarchistes soutiennent ces structures de base ?**

- Ce que nous commençons à voir de l'instauration et du fonctionnement des conseils communaux indiquent que son existence et sa capacité d'action dépendront de sa loyauté à l'appareil gouvernementale, lequel s'assure laissant aux mains du Président la faculté juridique d'approuver ou non les dites organisations, comme le décrit la loi correspondante. Dans ce cadre, il y a des expériences au Venezuela, ou tant de groupements de base (comme les syndicats sans aller plus loin) ressemblent aux tramways, qui reçoivent le courant depuis le haut. Certainement, il y a des tentatives pour un réel groupement du bas vers le haut, et ceci a lieu dans le cadre du voisinage, ouvriers, paysans, indigènes, écologistes, étudiants, culturels, etc. malgré qu'ils ne comptent pas sur la sympathie officielle. Il nous semble que la soumission légale, fonctionnelle et financière des conseils communaux devant le pouvoir étatique sera un sévère obstacle pour servir de base à un mouvement autonome. Ceci vaut aussi pour les annoncés conseils de travailleurs pour les entreprises, dans lesquels on entrevoit un moyen d'annuler un syndicat indépendant.

**- Pourquoi les anarchistes critiquent la Force Armée Vénézuélienne-d'origine clairement populaire et nationaliste- et sa capacité à soutenir un projet révolutionnaire ?**

- Dans tout armée moderne, depuis l'Europe du XVII et XVIIIème siècle jusqu'à l'Amérique Latine d'aujourd'hui, le gros des troupes sont recrutée dans les secteurs populaires. Mais à part l'origine sociale de la majorité des intégrés, la raison d'être de l'armée est la défense d'une structure de pouvoir et de ses détenteurs, c'est pour ça qu'elle ne pourra jamais soutenir une révolution en faveur des opprimés. Au mieux, on changera une personne par une autre et

quelques règles de la structure du pouvoir, mais on ne l'éliminera pas parce que le commandement et l'obéissance sont son essence. C'est pourquoi nous ne soutenons aucune armée, police ou privilégiés qui peuvent utiliser à leur avantage la force ou les armes contre d'autres gens. Le nationalisme n'est pas une position que l'anarchisme approuve, parce qu'il implique circonscrire les intérêts de certaines personnes, enfermées artificiellement par un Etat dans un certain territoire-nation, lesquelles se considèrent différents et même supérieur aux autres. Nous sommes ennemis de tous type de privilèges pour cause de naissance, de race, de culture, de religion ou de lieu d'origine. De plus, l'histoire néfaste de la structure militaire vénézuélienne parle d'elle même : institutionnalisée par le tyran Gomez pour liquider les aspirations fédérales régionales ; consolidée dans sa vocation répressive durant la lutte contre l'insurrection de gauche durant les années 60 ; et exécutante du massacre de février 1986.

**- Au cas où, les anarchistes vénézuéliens seraient «décharnés» (surnom par lequel le chavisme fait allusion à ses opposants) et, pour cela, supportent l'opposition social-démocrate et de droite ?**

- Décharnés est une qualification nettement médiatique, déprécié dans son usage politique officiel et avec des aires de consigne, que personne ne dit sur qui l'on nomme ainsi. Mais, si dans tous les cas avec lui on veut signaler à ceux qui n'admettent pas de faillir à notre liberté et notre autonomie pour nous soumettre à l'imposition autoritaire d'une personne, d'un parti, d'une idéologie, nous le sommes. Et si avec ceci, on veut dire que nous appuyons des courants identifiés comme le libéralisme économique, la dévaluation quasi-raciste des élites jusqu'aux majorités, l'escroquerie de la démocratie représentative ou le retour à des formes d'organisation sociopolitiques dépassées par l'histoire, nous ne le sommes donc pas. De fait, nous n'appuyons pas le régime de Chavez ni ses contre-attaquants électoraux ; nous pouvons être d'accord avec quelques actions des uns et des autres, avec quelques déclarations des uns et des autres, mais fondamentalement, nous critiquons la majorité des faits et des discours des uns et des autres. Nous répudions la frustration répétée des espérances des gens qui ont soutenu Chavez, mais nous refusons de confirmer les manoeuvres politiciennes du troupeau d'opportunistes qui se prétendent opposition institutionnelle. Et surtout, nous ne pouvons pas, pour des raisons de principe, soutenir ceux qui fondent la recherche d'une vie meilleure dans un quelconque type de subordination des gens à la hiérarchie étatique, comme le prétendent les deux camps.

-

**- Les anarchistes sermonnent uniquement sans rien apporter. Quelle est votre proposition pour transformer positivement la réalité vénézuélienne actuelle ?**

- Notre lutte n'est pas conjoncturelle ou de circonstance, c'est pour une nouvelle société que nous devons opter pour la vie collective et individuelle. C'est la lutte pour l'existence d'une société sans classe, laquelle est indubitablement véhiculée, pour l'anarchisme, par l'abolition de l'Etat. Pour cette raison, selon notre critère, l'authenticité de n'importe quelle révolution doit être faite par la réelle et effective liquidation-depuis l'instant même où il se produit- de l'appareil étatique et de tout pouvoir hiérarchique. Nous ne cessons d'insister sur l'exigence de commencer la liquidation de l'Etat avec, et non après, la démolition de la structure classique de la société. La révolution nous l'entendons non comme conquête de l'Etat mais comme la suppression de celui-ci. Dans ce sens, nous croyons en la prise de possession de la terre et des moyens de production, directement par les travailleurs, en incluant la nécessité de défendre par n'importe quelle voie, comme l'expropriation, ou plutôt, la restitution de toute la richesse à ceux qui en sont les légitimes propriétaires, ceux qui l'ont créé. Nous soutenons donc qu'une proposition positive pour l'actuelle réalité vénézuélienne, viens par la promotion de l'autonomie des mouvements sociaux du pays, puisqu'en eux se trouve l'espace de tension nécessaire pour

le déroulement et l'influence des principes de base de l'idéal anarchiste : action directe, autogestion, liberté et égalité dans la solidarité.

# Venezuela: hausse de la répression contre les manifestations

***Traduction de l'article «Aumenta la represión contra las protestas populares» paru dans le n°49 ( février-mars 2007) d'El Libertario.***

Entre le 1er juillet et le 30 novembre 2006, 36 manifestations ont été réprimées, interdites ou perturbées par les organes de sécurité de l'Etat, soit beaucoup plus que les 18 cas signalés dans le rapport de l'ONG Provea pour toute l'année 2005 ([www/derechos.org.ve](http://www.derechos.org.ve)). Cette étude montre une augmentation des cas d'atteinte à l'intégrité physique, et dénonce au moins 71 blessures par balles, plombs, gaz, coups, et autres mauvais traitements, à comparer avec les 49 cas recensés en 2005. Les cas de violation de liberté ont augmenté de 60% avec 130 détentions arbitraires contre 81 pour les 12 mois de 2005. Dans 55% des cas, la répression était le fait de la police régionale, alors que les 45% restants sont le fait de la Garde Nationale. Seuls 6 cas (23% du total) ont eu lieu à Caracas.

Le dernier rapport annuel de Provea sur la situation des droits humains au Venezuela estime qu'entre octobre 2005 et septembre 2006, 58 manifestations ont été réprimées dans le pays. Si l'on y ajoute les 16 manifestations violemment dispersées en octobre et novembre, ce nombre atteint 74 cas. Deux étudiants, Jose Gonzalez (Cumana) et Dave Parker (Trujillo) sont morts cette année suite aux actions répressives de la police. Ces chiffres contrastent avec les déclarations officielles affirmant que la répression des manifestations appartient au passé. «Ce n'est pas un gouvernement qui piétine, assassine, torture ou réprime quiconque. Cela arrivait sous la 1<sup>ère</sup> République, le gouvernement du Président Chavez n'a pas les mains salies de sang vénézuélien», déclarait le vice-président Jose Vicente Rangel le 11 décembre dernier à propos des données publiées par les ONG.

Cette tendance démontre une radicalisation lente, progressive et spontanée des protestations populaires, particulièrement celles relatives au droit au logement et aux services publics, et dans une moindre mesure celles concernant les droits des travailleurs. Cette évolution se déroule dans un contexte et a des caractéristiques qui la distinguent d'autres éléments sur le continent : tout rapprochement avec cette réalité qui ne serait ni propagande ni mystification doit prendre en compte l'histoire et la subjectivité culturelle de notre pays.

# Nous contre Eux : une Logique de Polarisation

Les grandes attentes suscitées par le pouvoir exécutif du pays et leur matérialisation insuffisante, à l'exception des programmes d'assistance des Missions, la domination charismatique d'Hugo Chavez commence à montrer des signes d'érosion, malgré les 7 millions de votes qui l'ont réélu. Sa première période présidentielle a été caractérisée, entre autres facteurs, par une forte polarisation politique qui a créé les conditions favorables à une dynamique de subordination électorale. Cette loyauté inconditionnelle a persisté à cause de la répétition continue d'une logique binaire : un « nous » révolutionnaire, patriotique et bolivarien pour les « bons » ; contre un « eux », l'impérialiste, le contre-révolutionnaire, le traître dans le rôle des « méchants ». Toute opposition est interprétée comme une manipulation de l'ennemi étranger (l'impérialisme) face auquel une hypothétique confrontation exige la perpétuation de l'unité et de la loyauté. Ce raisonnement modèle non seulement le dialogue avec « l'autre » mais aussi les échanges au sein du « nous », subordonnés à la volonté du leader. Le débat autour de la construction du « Parti Socialiste Unifié » en est une illustration.

La rhétorique de l'exécutif a capitalisé sur le ressentiment à l'égard de la distribution des richesses et du pouvoir durant les quarante années de démocratie qu'a connues le pays. Les actions sur la forte volonté de changement suscitée pendant les années 80-90 ont profité des prix élevés du pétrole et d'une politique fiscale agressive qui ont assuré au gouvernement des revenus parmi les plus hauts qu'ait connu le pays. La timidité des avancées sur les questions sociales ne correspond pas à la manne financière qui s'infiltré à peine dans les secteurs populaires alors qu'elle enrichit toujours plus les élites. Au fil du temps, l'amour, même sous sa forme bolivarienne, ne peut pas supporter trop de promesses non tenues.

Jusqu'ici les protestations populaires ont eu certaines caractéristiques. Elles ont été pour une large part l'oeuvre d'acteurs formés sous l'influence du « processus » et sans expérience politique préalable- ce qui est dû en partie à la substitution et à la cooptation du tissu social depuis 1998. Comme l'écrivait Max Weber, la domination charismatique signifie que la figure présidentielle incarne des attributs magico-religieux et une prédestination historique. Les contradictions et les défauts du gouvernement sont attribuées aux simples limites de ses fonctionnaires. Les manifestants se mobilisent contre des ministres, des maires, des gouverneurs, des agents de la police et de l'armée, mais pas contre le président pour l'instant. En outre, afin de bien se distinguer des « autres », ils clament d'une manière ou d'une autre leur appartenance au « nous ».

Au fur et à mesure de la centralisation du pays, la majorité des protestations ont eu lieu ailleurs qu'à Caracas, ville où la manne budgétaire est plus importante et plus accessible. L'exécutif sait qu'une manifestation dans la capitale, quelle que soit sa taille, est exponentiellement plus visible que si elle a lieu en province, ce qui explique les efforts pour diminuer ces manifestations à Caracas.

# Les Murs de contention

Pendant la première période gouvernementale, la cooptation et la neutralisation des protestations était possible pour plusieurs raisons. Premièrement, les grandes attentes créées par Miraflores (le palais présidentiel à Caracas). Deuxièmement, l'imposition de la polarisation et la réduction des conflits sociaux à la farce électorale, imposant ainsi l'auto-censure aux expressions de mécontentement. Troisièmement, l'idée d'un ennemi extérieur et son hypothétique agression armée imminente. Quatrièmement, la neutralisation et la bureaucratisation des leaders de la base. Cinquièmement, la création d'une gamme complète de canaux institutionnels pour contrôler la participation et les revendications. Et sixièmement, la délégation progressive des fonctions de police et de surveillance aux citoyens sous les masques de l'«intelligence sociale» et de l'«alliance civils-militaires».

L'interaction entre ces éléments entraîne le fait qu'afin de se manifester, une protestation doit franchir une série de barrages et la neutralisation par l'appareil sécuritaire étatique ne devient nécessaire qu'en dernier ressort. A ce propos signalons que le «Révolution bolivarienne» n'a substantiellement changé aucune de ses composantes armées, de leurs structures et de leurs paradigmes traditionnels de contrôle des protestations de la population. Si, pendant ses premières années d'exercice, le gouvernement pouvait s'enorgueillir d'un très petit nombre de détentions et de blessures suite à des manifestations, c'est simplement parce qu'il n'y avait pas de manifestation, et non parce que la police aurait assumé des stratégies différentes de résolution des conflits. Après huit ans au pouvoir, le gouvernement a institué une commission nationale pour la réforme de la police afin de réaliser un diagnostic et de proposer des recommandations, avec des doutes quant à la mise en oeuvre réelle de la part de ses promoteurs.

Certains conflits (manifestations contre l'exploitation du charbon dans l'Etat de Zulia, mobilisations de vendeurs de rue à Caracas en octobre et l'occupation récente du port international de Guiria) démontre que la plus grande part du travail de neutralisation n'a pas été effectué par la police mais bien par des secteurs du «nous». Le 18 octobre 2006, les vendeurs de rue de la capitale ont appelé à une manifestation pour imposer un ensemble de revendications : la construction de centres commerciaux réservés aux vendeurs de rue déjà promis, leur inclusion dans le système de Sécurité Sociale, les Conseils Communaux et le système de retraites. Les manifestants ont déclaré que la marche était en faveur des droits des travailleurs, et afin d'éviter les thèmes électoraux – même s'ils chantaient parfois des slogans favorables au président – ils arboraient des tee shirts gris indiquant au dos le quartier où ils travaillaient. La marche a traversé calmement le centre ville et s'est achevée sous la pluie avec un défilé Avenue Urdaneta. 24 heures avant, le centre ville était couvert d'affichettes accusant la manifestation d'être une manifestation de l'opposition camouflée. Le jour du défilé, le journal officiel VEA suggérait la présence d'intérêts douteux derrière les vendeurs de rue : «Des groupes d'agitateurs pourraient cibler les travailleurs au noir qui triment dans les rues et les avenues de Caracas». D'après ce journal, «Des paramilitaires financeraient les vendeurs de rue de secteurs stratégiques de la capitale pour développer un plan visant à déstabiliser les institutions démocratiques». A la fin de la manifestations, les vendeurs de rue se sont retrouvés face à des personnes identifiées comme membres du parti officiel de l'Union Populaire du Venezuela (UPV ) qui les accusaient d'être des «infiltrés de droite». Ce jour-là, la Garde Nationale et la Police Métropolitaine bloquaient simplement l'accès au Palais du Gouvernement.

D'autres fois, les manifestations sont explicitement repoussées par des «voix» des mouvements

sociaux en accord avec l'agenda politique imposé d'en haut. Lors de l'assemblée mensuelle de l'Organisation Communautaire du Logement et des sans abri de novembre qui se tenait au Forum Libertador à Caracas, ils demandèrent de manière répétée depuis l'estrade qu'aucune protestation n'ait lieu avant les élections.

# Une solidarité vers le haut

Une autre caractéristique, tant des mobilisations que des acteurs sociaux qui les dirigent, est le fait que la solidarité verticale envers le leader charismatique supprime les liens horizontaux entre camarades et la solidarité entre égaux. Cela complique la compréhension de ces initiatives comme des mouvements sociaux au sens traditionnel : des initiatives collectives avec une identité, des discours et des objectifs communs, capables de réagir face à une agression contre une de leurs parties. 36 sans abri ont été poursuivis en 2006 pour des crimes que le Code Pénal qualifie de «résistance aux autorités». Certains d'entre eux sont encore aujourd'hui privés de liberté. Il n'y a eu ni e-mails, ni manifestations, ni pétitions pour leur libération, ni de la part des groupes de sans abri ni d'autre organisation sociale.

Il semble aussi qu'il manque de solidarité à l'intérieur d'une même classe dans des initiatives plus explicitement «révolutionnaires». Le 23 octobre Jose Miguel Rojas Espinosa a été arrêté pour avoir placé un détonateur de faible puissance près de l'ambassade étasunienne de Caracas. Trois semaines plus tard, à Maracaïbo, Teodoro Rafael Darnott, alias «Commandeur Teodoro» est arrêté, accusé d'être le «cerveau» de l'affaire. D'après une page web MSN, tous deux appartiennent à l'organisation islamique pour l'autonomie Wayuu (minorité autochtone entre Colombie et Venezuela), fondateur auto-proclamé du Hezbollah d'Amérique Latine. L'action prenait part au Jihad contre les Etats-Unis pour leur belligérance face à l'Iran et l'Irak. Il n'y a aucun graffiti pour nous les rappeler, pas de tracts les défendant ou demandant leur libération. Dans le pays champion de l'anti-impérialisme anti-américain, personne n'écrit aux anti-impérialistes incarcérés.



# Les pauvres contre les pauvres

Plusieurs analystes s'accordent à dire qu'il va y avoir une augmentation du nombre de conflits sociaux en 2007. Avec la baisse de l'activité électorale, des attentes toujours présentes et des promesses redoublées, une hausse des mobilisations autour du logement, des services et du travail est concevable. Si l'on prend également en compte l'accroissement prévisible de conflits internes entre le parti de Chavez, face à l'homogénéisation du «parti» et l'accumulation d'indulgences vis-à-vis du leader charismatique, la seconde période présidentielle de Chavez devrait affronter des convulsions sociales différentes, à cause de la dette sociale maintenue et approfondie par le gouvernement précédent (le même !), de son incapacité à réformer ni à révolutionner la vie quotidienne de la population. Oscar Schemel, sociologue pour Hinterlaces, dont les prédictions pour les élections étaient parfaites, résume ce scénario par un titre : «Les pauvres contre les pauvres». Les turbulences pourraient être aussi grandes que la capacité du président à maintenir son règne hors de ce monde en repoussant le désaccord à la lisière du monde terrestre et imparfait des subalternes.

## LES FAITS

Novembre 21/11/06 Les habitants de La Yagura, dans la municipalité Libertador de l'Etat de Carabobo, boquent l'autoroute Valencia – Campo Carabobo dans les deux sens, pour protester contre le manque de services publics. L'Unité Tactique d'Appui Opérationnel de la Police de Valencia disperse la manifestation en utilisant des grenades lacrymogènes et des flashballs et arrête une personne. Le même jour à Caracas, la Garde Nationale agresse les personnes rassemblées devant la Banco Nacional de Vivienda y Habitat, arrêtant plusieurs personnes. 09/11/06 La police de l'Etat de Bolivar dissout à l'aide de grenades lacrymogènes et d'armes à feu une manifestation de travailleurs de la Corporación Venezolana de Guayana, à Ciudad Guayana, arrête 6 personnes et occasionne autant de blessés. 08/11/06 10 à 25 personnes, membres de la OCV (Organisation Communautaire pour le Logement) La Guzmanera, sont blessées alors que la police tente d'empêcher le passage d'une manifestation visant à rallier Caracas pour réclamer des fonds pour la construction de logements. 01/11/06 28 adolescents et 11 adultes sont arrêtés à San Felix (Etat de Bolivar) alors qu'elles protestent près de la Banco del Libro pour exiger les services basiques et leur incorporation dans la Mission Sucre (programme d'enseignement supérieur gratuit pour adultes)

Octobre 30/10/06 20 personnes sont arrêtées lors de la tentative d'intrusion d'un groupe de chômeurs dans la raffinerie de Puerto La Cruz comme moyen de pression pour obtenir un quota d'emplois promis. Durant l'action, la Garde Nationale utilise des grenades lacrymogènes et de manchettes. 24/10/06 Environ 40 personnes sont arrêtées à Coloncito (Etat de Tachira), lors du 4ème jour de protestations contre le manque de services publics. 23/10/06 - 4 manifestants sont arrêtés et d'autres sont asphyxiés au cours de la dissolution d'une manifestation par la Garde Nationale à l'aide de grenades lacrymogènes et de balles réelles sur l'autoroute Caracas – Guarenas. 100 personnes avaient bloqué la voie pour exiger des réparations à leurs logements endommagés par les pluies récentes. Le même jour, 12 personnes sont blessées et 30 détenues à Coloncito au cours de la répression d'une manifestation contre le manque d'eau et de services publics. 20/ 10/06 – 4 manifestants sont blessés par la police de Barinas au cours d'une occupation de la route nationale Barinas – San Cristobal. Les habitants protestaient contre le manque de service public et d'eau potable. 19/10/06 – 2 personnes sont blessées par balles

et 6 par des cartouches lors de la protestation d'un groupe d'artisans pêcheurs, exigeant la nationalisation du port international de Guiria. 14/10/06 – La police de Carabobo disperse à coups de grenades lacrymogènes une manifestation d'employés des services de santé pour leurs conditions de travail. 13/10/06 – Deux personnes reçoivent des plombs dans les pieds lorsque les habitants du quartier Jacinto Lara à Barquisimeto, manifestent pour solliciter la construction d'une passerelle. La police de l'Etat de Lara et la Garde Nationale utilisent des grenades lacrymogènes et armes à cartouches pour disperser la centaine de manifestants. 12/10/06 – Des policiers municipaux de Caroni tirent en l'air pour disperser des vendeurs au noir qui protestaient contre l'évacuation d'une foire artisanale à Puerto Ordenaz. 10/10/06 – L'armée occupe Coloncito (Etat de Tachira) après que des habitants aient incendié un véhicule de patrouille et attaqué des édifices publics en protestation contre des abus de la police de Tachira. 04/ 10/06 – Le Groupe de Réaction Immédiate de Poli-Anzoategui disperse à coups de carabine et de gaz lacrymogènes une manifestation d'habitants de la communauté de Punto Lindo.

Septembre 16/09/06 – La police de l'Etat de Barinas arrête 3 personnes, qui faisaient partie d'un groupe de 600 familles qui protestaient contre l'absence d'eau potable dans le quartier Agustin Codazzi à Barinas. Plusieurs autres personnes sont blessées suite à des coups ou des plombs. 11/09/06 – Une personne est arrêtée par la police de Aragua pendant qu'un groupe de familles du secteur El Campito à Maracay protestent pour obtenir la réalisation de promesses d'attributions de logements.

Août 17/08/06 – Une centaine de familles paysannes de Guanare sont expulsées par la police de l'Etat de Portuguesa alors qu'elle occupe un terrain dans le quartier «Paraiso Bolivariano». L'expulsion fait plusieurs blessés, dont une femme enceinte. 16/08/06 – Une manifestation à Valencia de deux groupes contre l'absence de ramassage des ordures et de places de stationnement s'achève avec 2 conseillers municipaux et 3 policiers blessés. 14/08/06 - Des personnes du quartier Las Casitas de Guatire (Etat de Miranda), manifestant devant le siège du Banco Nacional de Vivienda y Habitat sont dispersées à coups de grenades lacrymogènes par la Garde Nationale, qui arrête la meneuse présumées, Vilma Macias. 10/08/06 – Deux travailleurs affiliés à l'UNT sont blessés lors d'une manifestation devant les tribunaux des prud'hommes de Maracay. Ce jour-là, un groupe de 500 habitants du quartier de Catia La Mar barre la route pour réclamer la réparation des canalisations. Deux blessés ramassent des plombs suite à l'intervention de la police de l'Etat de Vargas. 09/08/06 – Cinq personnes sont arrêtées par la Garde Nationale suite à une expulsion dans le quartier Ojo de Agua à Baruta. 20 enfants sont affectés par les gaz lacrymogènes. Trois jours plus tard, 11 personnes reçoivent une mesure de privation de liberté pour «invasion et résistance à l'autorité». Ce jour-là deux personnes sont arrêtées alors qu'un groupe de 200 manifestants pour le logement tentent de se rassembler devant le palais Miraflores.

Juillet 28/07/06 – Un groupe de mineurs de El Callao tente d'organiser une manifestation contre l'entreprise transnationale chinoise Jin Yan alors que deux dirigeants du syndicat sont détenus par la Garde Nationale. Les travailleurs ont dénoncé l'usage de machettes et de lacrymogènes par les forces de répression.

# Vénézuéla 2006: Anarchisme en dépit de tout

*Nos amis à l'étranger nous demandent sans cesse d'expliquer notre point de vue sur la situation actuelle au Vénézuéla. Cette réplique se base sur deux textes récents de l'équipe de rédaction de El Libertario, déjà publié intégralement sur internet (version espagnole) et de laquelle nous extrayons les points essentiels.*

## Ni anarchisme honteux ni anti-imperialisme ehonté. - réplique à P. Moras

L'article «Anarchisme, anti-impérialisme, Cuba et le Vénézuéla» de Pablo Moras, est une nouvelle tentative d'annulation de notre point de vue sur la réalité vénézuélienne, à partir d'une méconnaissance et d'une falsification des faits. Commençons par souligner que, comme on peut rapidement le déduire en lisant ses textes (on peut les trouver sur différents sites d'internet), Moras ignore des choses essentielles quant à la réalité actuelle du Vénézuéla. Bien qu'il prenne la peine de saluer ce qu'il appelle «le collectif El Libertario», il remet en question par la suite les groupes ibériques qui nous considèrent comme une référence pour comprendre ce qui se passe sur notre terre. Cependant il semble ignorer totalement nos prises de positions concrètes, publiées dans les pages de l'organe de la CRA, dans d'autres publications, et sur notre site internet ainsi que les nombreuses contributions que nous divulguons dans différents médias alternatifs qui, s'il en avait eu connaissance, lui auraient permis d'avoir une vision de ce que nous allons condenser dans cette réplique.

En effet, sa méconnaissance par rapport à ce qui arrive dans notre pays est mise en évidence par le caractère sommaire et générique des quelques lignes et paragraphes où Moras fait directement allusion au Vénézuéla. Nous insisterons sur leur contenu car sur la base d'affirmations hâtives on essaye d'invalider les vastes analyses que nous diffusons dans El Libertario au sujet du régime chaviste et la conjoncture nationale depuis l'accès au pouvoir de Chávez en 1999. Une liste complète de ces articles figure dans la section Index Thématique de notre page web [www.nodo50.org/ellibertario](http://www.nodo50.org/ellibertario).

D'un point de vue plus général, il est absurde de promouvoir cette idée très Komintern, selon laquelle on doit considérer comme « un progrès social» et/ou « anti-impérialisme» tout ce qui s'auto-définit comme tel. Dans le cas vénézuélien, les soi-disant progrès populaires en matière d'éducation, santé et alimentation peuvent être vus comme tels uniquement à partir d'une ignorance totale de l'histoire locale, en effet dès la moitié du XXème siècle les rentes pétrolières avaient permis de satisfaire un certain nombre de besoins dans ces domaines en échange du soutien clientélaire que recevait l'élite au pouvoir, de façon identique à ce qui se produit

aujourd'hui. ( Voir une analyse détaillée à ce sujet dans «Un Cardenal sermonea sobre las misiones», - Un cardinal sermonne sur les missions - El Libertario #45, novembre 2005). En ce qui concerne l'anti-impérialisme de Chávez, nous avons montré avec force détails (voir les sections Pétrole, Conjoncture vénézuélienne et mouvements sociaux au Vénézuéla de l'index thématique cité plus haut) comment ce gouvernement a cédé de façon servile aux exigences impériales en vue du contrôle de ce qui intéresse la globalisation capitaliste au Vénézuéla: fondamentalement la fourniture d'énergie et de certaines matières premières, tout en maintenant le pays comme acheteur de biens manufacturés, y compris ceux que nous sommes en mesure de produire ou que nous produisons jusqu'à il y a peu temps. Le Commandant peut vociférer les insultes que bon lui semble à l'encontre de Bush, mais cet anti-impérialisme criard ne signifie rien tant qu'il cédera le contrôle des réserves de pétrole et de gaz à la Chevron, à Conoco-Philips ou à Repsol, des télécommunications à la Telefonica, du secteur bancaire au Groupe Santander et au BBV, et l'exploitation de l'or à Cristallex ou les réserves carbonifères à Vale Rio Doce ou à Peabody.

Quand Moras parle du Vénézuéla, il fait des affirmations tout à fait insoutenables. Il se réfère, par exemple, à la lutte des paysans et des ouvriers, en faisant allusion aux récits imaginaires que la propagande chaviste diffuse à l'étranger et qui parlent d'occupations d'usines et d'exploitations agricoles, faits qui ne se sont produits que de façon très limitée et sous le contrôle du gouvernement qui étatisé les entreprises agricoles et industrielles en faillite ou avec de graves contentieux judiciaires en cours et les fait travailler sous un régime de capitalisme d'état sans la moindre intention d'en donner le contrôle aux travailleurs. Dans l'imagination de Moras ces paysans et ouvriers en lutte sont peut-être les bureaucrates syndicaux officialistes de la Centrale UNT qui, avec leur verborrhée de gauche sont utilisés comme alibis pour légitimer les formes d'oppression dont sont maintenant victimes les travailleurs. A ce sujet il suffit de voir la conduite du gouvernement vis à vis de ses propres entreprises cogérées, sans parler du fait que la structure hiérarchique est majoritairement dans les mains de militaires ou ex-militaires. Pour une description ponctuelle de cette situation, on peut consulter les articles de la section Syndicalisme et monde du travail de notre index thématique, en particulier: «Fábricas tomadas: mitos, realidades y una pos-tura libertaria» (Occupation d'usines: mythes et réalités, une posture libertaire) (#38) ainsi que «Cogestión bolivariana-socialista» (Co-gestion bolivariano-socialiste) et «Venepal no es de los trabajadores» ( Venepal n'appartient pas aux ouvriers) (#43). En ce qui concerne le coup d'état d'avril 2002, Moras répète impassiblement qu'il fut «frustré par le peuple», hypothèse on ne peut plus discutable si l'on se penche sur les détails des manipulations de pouvoir qui eurent lieu entre le 10 et le 13 avril 2002. Sur ce thème nous avons diffusé sur internet une brochure «Una encrucijada hacia ninguna parte» (Un carrefour vers nulle part) ([www.nodo50.org/ellibertario/folleto-abril-02.doc](http://www.nodo50.org/ellibertario/folleto-abril-02.doc)), qui réunit l'essentiel de ce que nous avons noté sur ces circonstances qui, en aucun cas, peuvent être comprises dans des termes aussi banals que ceux utilisés par la propagande chaviste et ses fidèles à l'étranger.

Par ailleurs, Moras présente une vision idyllique des secteurs populaires qui s'auto-organisent comme résultat du processus chaviste. Sur ce point rappelons le tableau très précis que nous avons fait dans El Libertario de la façon dont l'actuel régime- avec l'aide précieuse de ses opposants sociaux-démocrates et de droite- a été un formidable obstacle pour le progrès de l'organisation sociale autonome, puisqu'il a imposé des agendas politiques qui ont dénaturé la mobilisation sociale et l'ont presque fait disparaître. La transformation des cercles bolivariens en groupes pro-electoraux (maintenant sous le nom de Unités de Bataille Electorale) en est un clair exemple. Les références les plus récentes, parmi beaucoup d'autres de la section Conjoncture Vénézuélienne dans laquelle nous discutons ce thème, sont les articles: «Màs allá del Referendum» (Au delà du Référendum)(#39), «Propuestas para la coyuntura inmediata» (Propositions pour la conjoncture immédiate) (#39), «El eclipse de los movimientos sociales»

(L'éclipse des mouvements sociaux) (#40) et «El socialismo chavista» (Le socialisme chaviste) (#42), sans compter les éditoriaux de presque toutes nos éditions de 2004 et 2005. La supposition clé de Moras sur ce sujet serait qu'il est traître «d'impulser la lutte contre l'Etat vénézuélien» car cela équivaudrait à «tourner le dos à de vastes secteurs qui sont entrain de s'auto-organiser». Il est facile de constater en se penchant sur la réalité locale, comme nous le signalions dans ces textes, que l'auto-organisation est un gigantesque mensonge et la grotesque expérience des coopératives télédirigées en est un échantillon évident car ce qui arrive, sous le couvert de la soit-disant révolution, est un embrigadement clientélaire qui suit dévotement son leader illuminé. En conséquence la seule option pour les anarchistes est celle d'impulser l'autogestion en dehors de cette organisation institutionnalisée dont les consignes, le financement et la dynamique viennent du chef et de ses adeptes.

Voir un «affaiblissement du capitalisme» et des «avances timides de l'économie et de la culture socialiste» est une position très diplomatique pour être bien avec les adeptes du marxisme-léninisme qui soutiennent Chávez, mais cela équivaut à ignorer l'efficacité du régime dans la promotion du contrôle, de la part des multinationales, des processus clé de l'économie locale, ainsi que d'autres aspects qui sont la négation absolue du socialisme quel qu'il soit. Pouvons-nous voir le fait de remplacer la bourgeoisie rentière de la IVème République par une bourgeoisie rentière «bolivarienne» comme un affaiblissement du capitalisme? Pouvons-nous considérer comme une avancée populaire le fait que, sous un gouvernement qui a bénéficié des revenus pétroliers les plus importants de toute l'histoire du Vénézuéla, des indices clé, tels que le bien-être en santé, logement, alimentation, emploi, sécurité sociale, etc, soient aussi négatifs qu'il y a 10 ou 20 ans? (voir toute l'information statistique disponible sur [www.derechos.org.ve](http://www.derechos.org.ve)). L'inconditionnalité au chef unique et au culte de la sagesse au ras de pâquerettes qui émane de ses interminables présentations à la Télé, est-elle inhérente à l'anti-impérialisme? Est-ce un progrès de l'économie socialiste que de décréter la création de coopératives pour vendre des petits déjeuners ou entretenir les jardins de l'entreprise pétrolière de l'état, alors que celle-ci octroie des énormes contrats à la Halliburton, bien connue en Irak sous l'occupation des yankees? Est-ce un exemple de culture socialiste que des militaires actifs aient pris d'assaut le contrôle de l'appareil de l'état et que de cette souche militaire soit en tain d'émerger la nouvelle bourgeoisie rentière? Est-ce que quelqu'un peut sérieusement penser que l'élite corrompue des laquais du leader qui gouverne aujourd'hui le Vénézuéla soit la glorieuse avant-garde du changement révolutionnaire anti-capitaliste?...

Il est inacceptable que l'anti-impérialisme chaviste, de beaucoup de bruit pour rien, serve d'excuse pour pousser le mouvement anarchiste à se joindre au chœur de cette gauche marxiste faite d'ingénus et de trafiquants qui sacralisent le militaire vénézuélien. Si l'on veut mieux comprendre la situation du pays, il est impossible de garder uniquement l'image trompeuse que nous vendent, chacun de son côté mais dans un contrepoint suspect, le chavisme régnant et ses opposants de droite et sociaux-démocrates. Au sein de la CRA et de El Libertario nous avons choisi un chemin difficile, sans doute, mais cohérent avec l'idéal anarchiste, en construisant une vision et une route d'action qui rompt avec cette alternative trompeuse des adversaires en lutte pour le pouvoir. Face à ces bandes il n'est pas possible d'opter pour un chimérique «moindre mal» ou un impossible «allié tactique», car ce faisant nous abandonnerions ce qu'il y a de spécifique et d'incontournable dans l'idéal anarchiste. Que Moras soit prêt à le faire et à le promouvoir, c'est son affaire! De notre côté nous allons continuer ce combat, parce que nous portons dans nos coeurs un monde nouveau et à ce moment même ce monde est entrain de croître.

# En parlant de la situation vénézuélienne

*(tiré d'une interview avec La Rosa Negra- contre-information du Mexique, en janvier 2006)*

Nous savons que vous vivez une lutte sur trois fronts: a) avec les groupes de la pseudo-gauche chaviste installés au pouvoir; b) avec l'opposition anti-chaviste dirigée par les sociaux démocrates et la droite; et c) avec les groupes ou partis de la gauche traditionnelle. Pour cette raison, pourrions-nous parler d'un «ghetto» imposé aux anarchistes de votre pays par l'Etat-pouvoir, la droite avec ses alliés sociaux démocrates et la gauche traditionnelle, ou bien s'agit-il d'un repli nécessaire?

-Quelle que soit la situation socio-politique d'un pays, ceux qui exercent (ou aspirent à le faire) une quelconque forme de pouvoir oppresseur, tenteront de soumettre tout symptôme de lutte libertaire conséquente en construisant des «ghettos» de répression ouverte ou cachée pour la confiner. C'est pourquoi faire face à cette intention de pouvoir est presque un fait inhérent à l'être anarchiste et c'est un travail que nous devons accomplir sans fléchir et surtout sans assumer avec résignation la soi-disant inévitable condition d'exclus. Dans la CRA nous ne nous replions en aucune façon, et nous ne nous renfermons pas dans notre carapace en attendant des temps meilleurs. Ceux qui sont en contact direct avec notre activité ou ceux qui tout simplement lisent El Libertario avec attention et assiduité, trouveront toutes les évidences possibles du fait que nous ne sommes pas un groupe qui contemple son nombril.

On a l'impression que le triomphe de l'abstentionisme aux élections passées (04/12/2005) et le repli des groupes de lutte civile vers la «nonparticipation» est un bouillon de culture pour les initiatives d'état (chavistes) et pour leur imposition à la force. Est-ce que cette perception vous semble juste?

Nous avons expliqué que selon les statistiques officielles l'abstentionisme, entendu comme le refus de participation à un processus électoral de la part de secteurs de la population qui auraient le droit de le faire en tant qu'individus majeurs de nationalité vénézuélienne, a obtenu la majorité à tous les scrutins qui ont eu lieu dans le pays depuis 1989, y compris le Référendum Révocatoire Présidentiel de 2004, lorsque les bandes de l'opposition politique de quatre sous et le gouvernement démagogique firent un effort suprême de convocation de cette masse incrédule. Il est erroné de qualifier comme groupes de lutte civile certains petits personnages de l'opposition qui jouent maintenant de façon opportuniste à l'abstention car ce sont des gens qui ne peuvent aucunement être vus comme l'expression de forces sociales réelles dans le Vénézuéla de nos jours. Par ailleurs, il ne fait pas de doute que le régime chaviste cherche à imposer des mécanismes de contrôle de la part de l'état dans les domaines les plus variés mais, comme il s'agit d'un gouvernement si corrompu et inepte, qui en outre se leurre en pensant qu'il construit de solides appuis populaires en transformant une partie de la population la plus pauvre en clientèle dépendante des aumônes de l'état, il aura beaucoup de mal à avancer tant soit peu vers cette chimère contradictoire qu'il appelle «socialisme du XXIème siècle».

De la même façon, nous considérons que la lutte anarchiste vénézuélienne est prisonnière d'une vague de propagande soit-disant «anti-impérialiste» attisée par ce que nous appelons dans la LRN-ci l'axe Kirchner-Chávez-Morales-Castro, est-ce que c'est vrai? Et si oui, est-ce que la résistance anarchiste vénézuélienne devra redoubler ses efforts?

Nous ne comprenons pas comment l'on peut avoir cette perception, car qui a suivi de près notre action et nos réflexions, a pu constater que nous ne nous sommes pas laissés tromper par la fausse alternative «tu es avec Chávez ou tu es avec Bush», car nous avons clairement exposé les évidences qui démontent cette farce. Il n'a pas été facile de soutenir cette position qui sort de schémas simplistes qui ont amené la gauche latino-américaine d'un échec à un autre pendant plus de 80 ans, et ayant doublé nos efforts de jour en jour pour maintenir cette position nous commençons à en voir des résultats, sans doute modestes mais prometteurs, qui s'inscrivent dans le renouveau de l'activité et de la présence de l'anarchisme en Amérique du Sud, qui par ailleurs est une expression politique minoritaire mais qui depuis les années 90 à nos jours a fait des progrès en quantité et en qualité. Progrès qui nous semblent très importants en comparaison avec ce qui s'est passé pendant les cinq ou six décennies précédentes. Notre défi est celui de convertir cette modeste renaissance en capacité d'influer de façon significative sur ces processus de changement social positif que notre continent réclame avec urgence.

L'axe Kirchner-Chávez-Morales-Castro a différentes facettes: d'un côté il se présente comme le triomphe de la démocratie parlementaire et de l'autre côté comme le drapeau de la lutte contre l'empire; en même temps que médiatisateur des mouvements populaires et par conséquent, comme un catalyseur des résistances civiles. Quelle muraille de lutte mettent en avant les anarchistes vénézuéliens en ce qui les concerne?

On nous pose une question sur notre proposition d'action pour le moment actuel, à propos duquel nous citerons un paragraphe de l'éditorial du El Libertario #44: «Nous ne sommes ni voulons être en lutte pour le contrôle du pouvoir institutionnel: nous sommes anarchistes et nous aspirons à ce que le pouvoir de l'état disparaisse ainsi que toute autre forme de structure hiérarchique oppressive. Ce n'est pas uniquement une profession de foi; par rapport à notre action ici et maintenant cela signifie assumer l'engagement de promouvoir et de renforcer l'autonomie de n'importe quel mouvement social conséquent. C'est ainsi que nous ne cherchons pas à nous ériger en «mouvements sociaux anarchistes», car ils seraient aussi inutiles pour un progrès collectif positif, que l'ont été les défunts cercles bolivariens ou ces partis d'opposition déguisés en ONG. Nous misons sur des mouvements sociaux capables de construire des dynamiques d'action et d'organisation indépendantes, sur la base d'une participation plus vaste à tous les niveaux et qui permettent de reconquérir ou de construire des modes d'action directe et d'autogestion étrangers au contrôle de l'état ou tout autre instance d'oppression, car ce n'est qu'ainsi que pourront se consolider ces espaces partagés de liberté et d'égalité solidaires qui seront le germe et le support de ce futur pour lequel nous luttons. Enfin nous pouvons résumer notre proposition avec la phrase de John Holloway: changer le monde sans prendre le pouvoir.»

### **Face à ce panorama, la CRA - El Libertario considèrent-ils opportun un travail plus vaste de diffusion des idées anarchistes?**

Si l'on prend en considération l'histoire vénézuélienne, cette tâche de divulgation a été prioritaire car le notre est un milieu où l'idéal libertaire était littéralement totalement méconnu. Après 10 ans d'activité nous pouvons parler de certains succès dans ce travail, mais ce n'est qu'un début et beaucoup reste à faire et la diffusion de la pensée anarchiste reste une préoccupation constante pour ceux qui sont membres de ce groupe, et nous vous invitons à connaître de plus près notre travail en nous contactant personnellement ou de façon virtuelle, en visitant les locaux et les noyaux sociaux où nous réalisons nos activités, tels que le Centre d'Etudes Sociales Libertaires de Caracas [www.centrosocial.contrapoder.org.ve](http://www.centrosocial.contrapoder.org.ve), et en vous informant sur la CRA et El Libertario.

*Commission de Relations Anarchistes (CRA) - Vénézuéla*  
*ellibertario@nodo50.org*  
*www.nodo50.org/ellibertario*